

Une nouvelle image de la Russie soviétique en Suisse (1943-1944)

Autor(en): **Pavillon, Sophie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-8124>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UNE NOUVELLE IMAGE DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE EN SUISSE (1943–1944)

SOPHIE PAVILLON

En 1994, le chroniqueur responsable de la critique télévisuelle du quotidien français *Le Monde* a procédé à un décodage des images diffusées par nos petits écrans lorsqu'il s'agit d'évoquer des sujets consacrés à l'ancienne Union soviétique. Anarchie, corruptions, violences, pollutions, drogue, sida, prostitution: «de la boîte de Pandore de la fin du communisme, mille fléaux se sont échappés.»¹ Les téléspectateurs frissonnent devant l'ampleur de la catastrophe. Mais, selon Daniel Schneidermann, ces images offrent aussi un genre de «figures du pire», venues distraire un public frappé de plein fouet par une crise économique qui déstructure chaque jour un peu plus la société des pays dits capitalistes avancés: «Claudiquant sur le chemin qui les amènera peut-être un jour au modèle universel de civilisation d'où les nouveaux Athéniens que nous sommes contemplant leurs efforts, les barbares patauds de Moscou nous rassurent: même au plus profond de la crise, nous restons beaux et désirables. Nous restons un modèle. Le modèle.»²

APRÈS STALINGRAD

Un peu plus de cinquante ans auparavant, les troupes de l'URSS – ralliée aux Anglo-Américains après la rupture par le Troisième Reich du pacte germano-soviétique – apportaient une importante contribution à l'écrasement de l'Allemagne nazie; sur le front de l'Est, la bataille de Stalingrad constitua un tournant majeur de la seconde guerre mondiale: la victoire des Alliés sur l'Axe se profilait sans cesse plus nettement. En Suisse, ce nouveau contexte extérieur n'est pas passé inaperçu. Il forçait notamment à examiner une fois encore le cas des relations avec l'Union soviétique. Le gouvernement fédéral, plutôt récalcitrant, s'efforcera d'améliorer ses rapports avec l'URSS en recherchant le contact avec ses dirigeants dans la perspective d'échanges économiques. Parallèlement, les autorités helvétiques tenteront, par des rencontres plus ou moins officielles entre représentants du Département politique et du gouvernement soviétique, de négocier un établissement de relations diplomatiques

Le grand marché de l'Union soviétique et ses matières premières conservaient tout l'attrait que l'industrie d'exportation leur reconnaissait déjà à l'époque de la Russie impériale. S'y ajoutait la préoccupation d'améliorer les relations de la Suisse avec les vainqueurs du second conflit mondial, alors que l'Union soviétique demeurait un acteur majeur des tractations interalliées, ce qui plaidait pour une reconnaissance de l'URSS. La démarche se révèle donc en majeure partie subordonnée aux relations de la Suisse avec les Alliés, mais n'était pas dépourvue de dimensions bilatérales. L'avance des troupes soviétiques en Europe de l'Est avait en effet mobilisé les représentants des intérêts helvétiques – avoies et personnes – qui demeuraient dans ces régions, et le Conseil fédéral en avait été informé. Cela a concouru à ce qu'il tente, au cours du second semestre de 1944, un établissement de relations officielles avec Moscou. Durant les deux années considérées ici, cette question de politique extérieure fut l'objet d'une attention très soutenue, aussi bien dans la population que chez les milieux dirigeants helvétiques. L'URSS se trouvait sous les feux de la rampe, et l'image qui s'en dégageait semble mériter que l'on s'y arrête.⁴

L'URSS DE STALINE: UN INTERLOCUTEUR ACCEPTABLE

En dépit du maintien de certaines restrictions des activités démocratiques imposées par le Conseil fédéral et ses pleins pouvoirs, les communistes, dont le parti avait été interdit dès 1940, reprenaient peu à peu place dans le débat public. Que les autorités fédérales manifestent une certaine tolérance vis-à-vis de ces milieux politiques n'était d'ailleurs pas sans rapport avec l'intention qu'elles avaient d'établir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique: il fallait ménager ce domaine de politique intérieure susceptible de nourrir aussi des tensions politiques extérieures.

L'admiration devant la contribution des soldats de l'Armée rouge à l'écrasement du Troisième Reich et la résistance du peuple russe face à l'envahisseur nazi, admiration à laquelle s'ajoutaient des espoirs de renouveau social et politique en Suisse, contribuaient à ce que les communistes, partisans inconditionnels d'une reconnaissance diplomatique de l'Union soviétique, bénéficient d'une audience assez large. On retrouve les communistes dans une société située assez clairement dans le sillage de Moscou et que l'on peut considérer comme l'ancêtre de l'Association Suisse-URSS. Mise sur pied en février 1944 et appelée Société pour la promotion et l'entretien de relations normales entre la Suisse et l'Union soviétique (*Gesellschaft zur Förderung und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion*), elle lance une pétition, signée par plus de 100'000 personnes – pas toutes communistes – ■ 101

pour demander au Conseil fédéral de régulariser les relations de la Suisse avec l'URSS.⁵ En novembre 1944, le Parti communiste, réorganisé en Parti du Travail (PdT), fête à sa manière le refus par l'Union soviétique d'établir des relations diplomatiques avec la Confédération. Il organise des manifestations assez fréquentées à Bâle et à Zurich notamment, qui ressemblaient à «[...] un «hommage» à la Russie soviétique. Les portraits de Lénine et de Staline dominaient la tribune des orateurs; un groupe choral chanta, en russe, le nouvel hymne soviétique; des drapeaux rouges apparurent sur la scène, entourant l'emblème de l'URSS.»⁶

De son côté, le Parti socialiste (PSS) tente de soigner sa gauche et sa droite. Il souligne le changement des rapports de force après Stalingrad et prend l'initiative de proposer devant le Parlement une normalisation des relations officielles avec l'Union soviétique. Appuyé sur la mobilisation d'une partie substantielle de l'opinion publique, le Parti socialiste, admis pour la première fois au Conseil fédéral en décembre 1943, laisse toutefois les autorités mener à leur guise les négociations – et, en l'occurrence, courir à un échec qui aboutit à la démission en novembre 1944 de Marcel Pilet-Golaz, Chef du Département politique. Les arguments principaux des socialistes relèvent la nécessité pour la Suisse d'améliorer ses relations avec les vainqueurs du conflit et celle d'éviter une crise économique qui pourrait surgir, une fois la guerre finie. En même temps qu'il rejoignait l'analyse des défenseurs de l'industrie d'exportation, ce dernier aspect retenait l'attention des cercles dirigeants qui craignaient encore qu'une crise socio-politique analogue à la grève générale de 1918 n'éclate si le pays négociait mal son passage d'une conjoncture de guerre à une conjoncture d'après-guerre.

Des personnalités et des secteurs de la bourgeoisie se déclaraient eux aussi favorables à l'établissement de rapports officiels avec l'URSS. Certains traits du régime stalinien étaient présentés comme autant de signes annonciateurs d'une compatibilité entre la Suisse et l'État soviétique. À cette échelle-là, le degré de sensibilité aux conséquences tragiques de l'autoritarisme stalinien sur le peuple soviétique était inversement proportionnel aux intérêts d'une bourgeoisie helvétique soucieuse de son avenir. Dans ce sens Willy Bretscher, rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung*, quotidien de la haute finance et de la grande industrie helvétiques, avait le mérite d'être clair lorsqu'il affirmait, en conclusion de son article «La Suisse devant le Sphinx russe», que «si, à brève

Près de trente ans après la Révolution russe, la peur des bolcheviques a fait place à un certain pragmatisme qui prône l'accommodement au régime soviétique. La méfiance reste. (Réverie d'une nuit de la Saint-Silvestre: Gilles Petitpierre et Staline. In: Nebel-

Rorschach, den 1. Januar 1946 Nr. 1
72. Jahrgang Erscheint wöchentlich



**Petitpierre
und Stalin**

Sylvesterträumerei

échéance, la Suisse en vient à normaliser ses relations diplomatiques avec la Russie, elle le fera vraisemblablement aussi sans demander si la «véritable Russie» est aussi merveilleuse que la voient les prêtres du culte de la Russie.»⁷ Acquis à la nécessité de normaliser les relations avec l'URSS, le ministre de Suisse en Roumanie René de Weck s'efforcera d'en convaincre le responsable de la politique extérieure helvétique. De Weck interprète la dissolution du Komintern comme une rupture majeure de la politique extérieure de l'Union soviétique et il distingue des limites à la menace soviétique: «Au surplus, même en admettant que Moscou pêche contre la «pureté d'intention», au sens évangélique du terme, il n'est guère vraisemblable qu'un engagement solennel, souscrit envers les puissances occidentales comme l'Empire britannique et la République américaine, demeure sans influence sur la suite des événements et, en particulier, sur les conditions de la paix future. On peut présumer, à tout le moins, qu'il ne permettra pas à l'URSS, même si elle le voulait, de reprendre la politique de Lénine et de Trotzky. Les récentes déclarations de Staline sont très nettes sur ce point. Par ailleurs, les succès remportés par les démocraties occidentales dans la campagne d'Afrique et dans l'offensive aérienne contre la forteresse européenne rétablissent à leur profit l'équilibre interallié que Stalingrad avait fait pencher au bénéfice de la Russie.»⁸ Le ministre relève que «certaines divergences fondamentales entre nos conceptions et celles de l'URSS tendent à s'atténuer, comme cela semble le cas, par exemple, en matière de religion.»⁹ Il sensibilise aussi Pilet-Golaz à la pompe nationaliste russe en mentionnant le «remplacement de l'«Internationale» par un nouvel hymne patriotique».¹⁰

De Weck est préoccupé par la dimension politique intérieure des relations soviéto-suisse. Il veut surtout que le Conseil fédéral maîtrise sa politique étrangère et modifie sa position dans un domaine où il s'était montré jusque-là inébranlable. Selon le ministre, cela commandait forcément une réaction rapide, afin de prendre la gauche de vitesse et éviter que les socialistes tirent un quelconque bénéfice de cette affaire. Il fallait persuader le responsable du Département politique, connu pour son anticommunisme militant, que cette stratégie était la bonne. La dimension rhétorique des arguments auxquels recourt le ministre existe sans doute, mais ils se retrouvent sous de nombreuses plumes, qui ne sont pas citées ici, faute de place. L'analyse de René de Weck illustre l'angle d'approche choisi par les partisans d'une reconnaissance de l'URSS en 1943–1944. La modification des rapports de forces tant au plan politique intérieur qu'au plan des relations extérieures de la Suisse poussait à un redimensionnement de la lutte contre le communisme, l'essentiel étant d'assurer la pérennité du système helvétique en place et, en corollaire, de garantir à l'ensemble de son économie un accès avantageux à la nouvelle

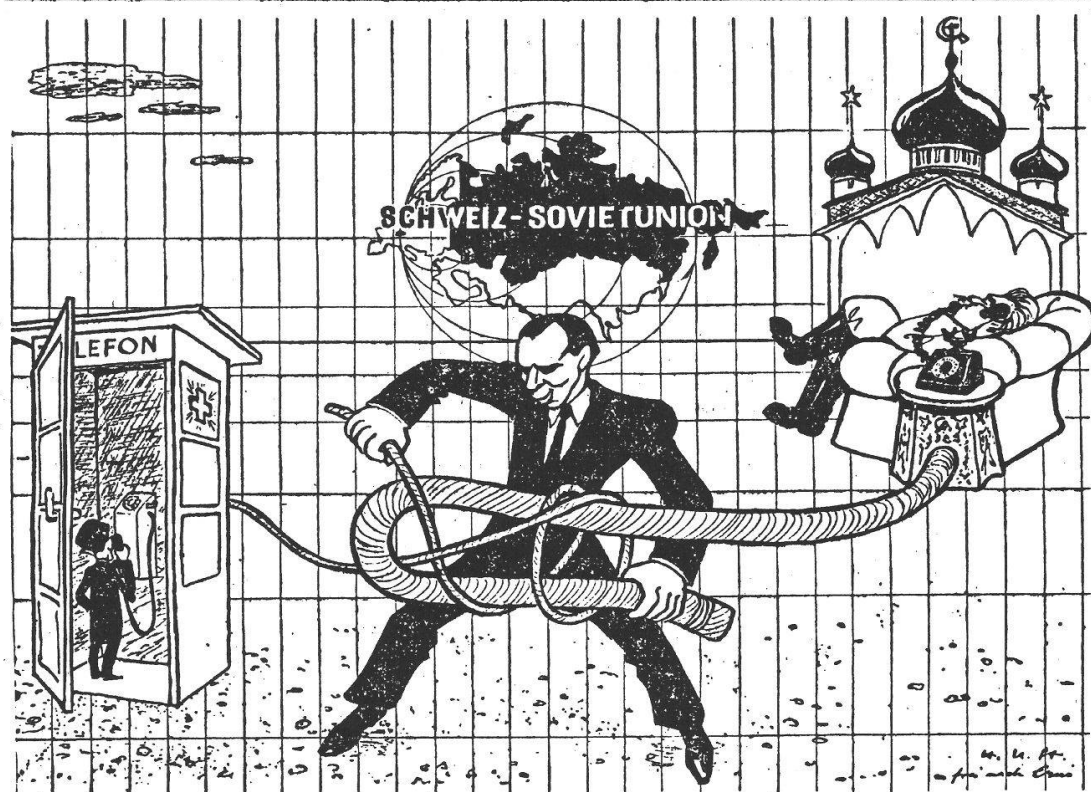
LES OMBRES QU'ON LAISSE PLANER SUR LE RÉGIME STALINIEN

L'intérêt porté au régime intérieur de l'Union soviétique était pour le moins sélectif. Certains de ses traits, et pas les plus anecdotiques, étaient simplement laissés de côté. Ainsi, les violations massives des droits de l'homme en URSS, les purges, le goulag, ne semblaient pas représenter une entrave à la marche vers un établissement de relations officielles avec Moscou.

Le livre du deuxième ambassadeur américain en URSS, Joseph E. Davies, constituait une référence très prisée par les promoteurs de relations commerciales avec l'Union soviétique comme Boris Lifschitz, par des personnalités liées aux milieux favorables à la reconstitution d'une Société des Nations comme Jean de La Harpe, ou encore par les socialistes, qui puisaient dans cet ouvrage «au-dessus de tout soupçon»: en défendant la position social-démocrate devant le Parlement, Ernst Reinhard a présenté Davies comme un «capitaliste» et «représentant de la vision du monde chrétienne».¹¹ Un autre socialiste, le zurichois Alfred Weiss, lisait une lettre de Davies à sa fille pour rassurer les sceptiques: «[...] Staline donne l'impression d'un homme d'une grande puissance d'esprit, pondéré et sage. Ses yeux bruns ont quelque chose de très bon et de doux. Un enfant s'assiérait volontiers sur ses genoux et un chien se blottirait contre lui.»¹² Lorsque la violence et l'arbitraire de l'État policier sont mentionnés, on les voit comme une «tradition» russe. Naturalisé, banalisé, l'autoritarisme stalinien s'intègre à la longue histoire de la Russie. À cet égard, une citation de Jean de La Harpe est très parlante:

«Dès l'origine, l'État apparaît comme un cadre de fer imposé du dehors au peuple fluide et mouvant, insaisissable en lui-même; le czar et ses agents font ployer leurs sujets sous toutes leurs volontés, bonnes ou néfastes. Un Ivan le Terrible ne se plaisait-il pas à rôtir dans une vaste lèche-frite certains convives aux biens desquels il en voulait! Et la coutume d'arbitraire impérial demeure, avec quelques adoucissements, au cours de l'histoire russe tout entière: le chef de l'État bénéficie de la toute puissance qu'il s'agisse d'un Ivan le Grand ou d'un Ivan le Terrible, d'un Pierre le Grand ou d'un Staline; s'il est l'autocrate exigé par l'instrument du pouvoir, il impose sa volonté à quiconque: élève aux honneurs ou déporte en Sibérie, récompense ou fait disparaître soit mystérieusement soit ouvertement, selon les besoins. Il ne s'agit en aucune façon d'un État de droit mais d'un pur État de puissance devant lequel n'existent ni barrières juridiques, ni impossibilités de fait: ce n'est qu'une question de «poigne».»¹³

En résumé, cette représentation de l'URSS, tend à distinguer l'organisation interne de l'État, admise, voire approuvée, et sa politique extérieure, vue comme ■ 105



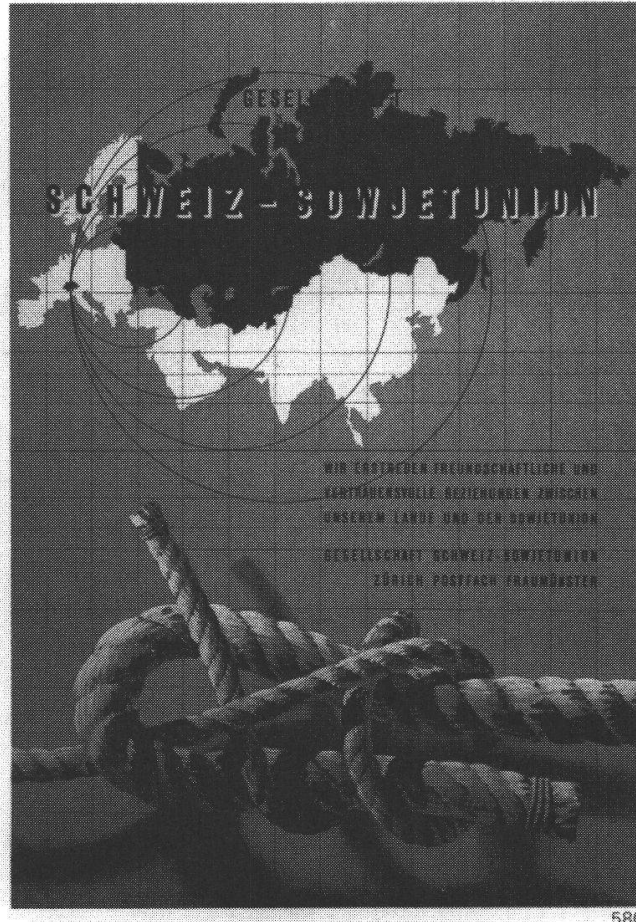
H. U. Steger, frei nach Hans Erni

Minister Zellweger knüpft die Beziehungen mit der Sowjetunion an

celle d'une grande puissance impériale, dont les visées expansionnistes peuvent être contenues par ses alliés. Sans prétendre qu'une telle analyse soit dominante en Suisse en 1943–1944, force est de constater que les diverses facettes de cette nouvelle image apparaissent au moins parmi les tenants, nombreux, d'une normalisation des rapports avec Moscou.

Lors des négociations qui aboutiront, en mars 1946, à l'établissement des relations diplomatiques avec l'URSS, certaines des lignes de force dégagées ici sont repérables. Les intérêts de l'industrie d'exportation seront largement ménagés, notamment par le nouveau chef du Département politique, Max Petitpierre, lié à l'industrie horlogère. Les socialistes participeront dans une certaine mesure à la politique extérieure fédérale; l'un des premiers ministres de Suisse issus des rangs socialistes, Eduard Zellweger, a apporté sa contribution aux discussions.¹⁴ Et ce regard sélectif porté sur l'URSS a permis de renvoyer en Union soviétique les soldats russes internés en Suisse – sans grands scrupules ni garanties sur le sort qui leur serait réservé. Certes, cela satisfaisait aux exigences de Staline, mais allait à l'encontre de la volonté d'une grande partie des internés eux-mêmes, conscients que leur statut de prisonniers de guerre risquait de leur

La caricature politique opère dans certains cas par glissement de sens. En utilisant le thème d'une affiche de l'Association Suisse-URSS, le dessinateur suggère la différence des deux régimes différents qui renouent des relations diplomatiques: la démocratie d'une part, où les gouvernants utilisent la cabine téléphonique publique, l'autocratie à l'orientale de l'autre, où le dictateur omnipotent règle nonchalamment les affaires d'État depuis son luxueux fauteuil (1. Le ministre Eduard Zellweger noue des relations avec l'Union soviétique. In: *Die Weltwoche*, 29 mars 1946; 2. Affiche de l'Association Suisse-URSS de Hans Erni (1944). Cette affiche fut interdite par le Conseil fédéral. In: Bruno Margadant, *Das Schweizer Plakat 1900-1983*, Basel 1983, 252.)



TENDANCES LOURDES

En politique intérieure suisse, l'antisocialisme et l'anticommunisme n'étaient pas évincés, et lorsque le camp bourgeois se sentait menacé, par exemple en novembre 1944, alors que le refus soviétique déclenchait une crise politique aussi brève qu'intense, le vieux fonds d'anathèmes anticommunistes servira comme de coutume à discréditer les revendications sociales et politiques de la gauche. On parlera du «vent d'Est» qui fait tourner les têtes, des «Quisling rouges» et Willy Bretscher décrira les ravages du «Morbus Molotov»: «Muni seulement insuffisamment de vêtements helvétiques résistants aux intempéries, le «Parti du Travail» n'a offert aucune résistance à l'infection et, pris de fortes fièvres, il a de suite tenu des propos sans rime ni raison; mais la maladie a aussi fait son entrée dans les rangs des socialistes, au moins sous la forme d'un gros rhume qui peut porter un lourd préjudice à l'utilisation des facultés intellectuelles de ceux qui en sont atteints.»¹⁶

De même, l'intérêt pour l'URSS, grande puissance et marché attractif, n'effaçait pas le racisme plus ou moins latent qui imprègne le regard dirigé sur les habitants de ces régions. Si éloignés, on hésite à les voir comme des semblables. ■ 107

Cela peut s'illustrer par les propos du diplomate chargé par Pilet-Golaz des premiers contacts avec les Soviétiques, Clemente Rezzonico, lorsqu'il rencontre l'ambassadeur Lebedev à Londres: «Il n'est, de toute apparence, pas arien. C'est un homme froid qui, derrière des lunettes d'écailles, cache un regard assez dur.»¹⁷

Mais la lutte politique menée en Suisse dans cette période pour entraver les revendications de la gauche et encore moins la tendance durable à dénigrer les Russes, n'ont alors constitué des obstacles décisifs à la volonté d'établir des relations officielles avec Moscou. Les intérêts économiques et diplomatiques, bilatéraux comme internationaux, comptaient plus. L'approche de la fin de la guerre et la victoire des Alliés rappelaient aux milieux dirigeants helvétiques que l'heure du nouvel ordre mondial avait sonné. Au moins tant que l'alliance entre Anglo-Américains et Soviétiques se maintiendrait, il faudrait se résoudre à regarder le «Sphinx russe» droit dans les yeux et à s'accommoder de ses sujets. Car, au fond, le Russe «[...] est sociable, enjoué, bon enfant, très capable d'admirable travail. Ses savants ont déjà réalisé des choses remarquables, [...].

Quiconque connaît vraiment le Russe de près, pour avoir vécu dans son intimité, ne peut que l'aimer, tout en tremblant parfois devant ses terribles accès de fureur aveugle et devant une susceptibilité d'autant plus chatouilleuse qu'il était tombé plus bas dans l'estime mondiale; mais lorsqu'on a appris à l'aimer, à le comprendre et à gagner sa confiance, il est extraordinairement réceptif; il accueille toutes les suggestions avec un empressement parfois émouvant. C'est un peuple très jeune et susceptible d'immenses progrès.»¹⁸

Notes

- 1 Daniel Schneidermann, «Les barbares de Moscou», *Arrêts sur images*, Paris 1994, 71.
- 2 Daniel Schneidermann, «Les barbares», 75.
- 3 Sur les relations Suisse-URSS, cf. notamment: Mauro Cerutti, «Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente», *Études et sources*, No 7, Berne 1981, 119–143 et Dietrich Dreyer, *Schweizer Kreuz und Sowjetstern. Die Beziehungen zweier ungleicher Partner*, Zurich 1989.
- 4 Cet article est en partie issu de: Sophie Pavillon, *L'ombre rouge. La tentative d'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS par la Confédération helvétique et le débat politique en Suisse 1943–1944*, Lausanne 1994 (mémoire de licence à paraître dans la collection Histoire et sociétés contemporaines, publiée sous la direction du Prof. H. U. Jost).
- 5 Archives fédérales, Berne (dorénavant AF) E 2001 (E) 2/657; E 2200 Moskau 270/256/6 – Sur l'Association Suisse-URSS, Peter Huber, «Le Ministère public de la Confédération et l'émigration suisse vers l'Union soviétique», *Cent ans de police politique en Suisse (1889–1989)*, Lausanne 1992, 140.
- 6 AF J.I.17 – 15e rapport du journaliste Georges Perrin, adressé par la Division des Affaires étrangères aux Ministres de Suisse, confidentiel, 1.12.44.

- 7 Willy Bretscher, «Die Schweiz vor der russischen Sphinx», *Im Sturm von Krise und Krieg*, Zurich 1987 (1945), 364.
- 8 AF E 2001 (D) 9/2 – de Weck au Conseiller fédéral Pilet-Golaz, 30.5.43.
- 9 AF E 2001 (D) 9/2 – de Weck à Pilet-Golaz, 30.5.43.
- 10 AF E 2001 (D) 9/2 – de Weck à Pilet-Golaz, 29.12.43.
- 11 Joseph E. Davies, *Als USA.-Botschafter in Moskau*, Zurich [1943]; Jean de La Harpe, *Considérations sur la Russie et sur nos rapports avec elle*, Glaris 1944, 12; Boris Lifschitz, *Die schweizerisch-russischen Handelsbeziehungen*, Zurich/New York 1944, 16.
- 12 Alfred Weiss, *Soll die Schweiz die Sowjetunion anerkennen?* Die Motion Alfred Weiss im Zürcher Kantonsrat, Bâle [1944], 14.
- 13 Jean de La Harpe, *Considérations sur la Russie*, 20–21.
- 14 Dietrich Dreyer, *Schweizer Kreuz*, 196.
- 15 Cf. Olivier Grivat, *Internés en Suisse 1939–1945*, Châtelaine-sur-Moudon 1995, 120, 142–158, 183.
- 16 Willy Bretscher, «Ende November», *Im Sturm*, 382.
- 17 AF E 2001 (D) 9/2 – Rezzonico à Pilet-Golaz, 31.3.44.
- 18 Jean de La Harpe, *Considérations sur la Russie*, 66–67.

ZUSAMMENFASSUNG

EIN NEUES BILD DER SOWJETUNION IN DER SCHWEIZ

1943/44 sah sich die Schweiz veranlasst, ihre Beziehungen zur Sowjetunion neu zu überdenken, als sich – insbesondere nach der Schlacht von Stalingrad – das militärische Kräfteverhältnis zugunsten der Alliierten zu verschieben begann. Trotz seiner Zurückhaltung bei der diplomatischen Anerkennung der UdSSR musste der Bundesrat den entscheidenden Veränderungen im Kriegsverlauf Rechnung tragen, umso mehr als ein massgeblicher Teil der schweizerischen Öffentlichkeit die Regelung der Beziehungen zu Moskau wünschte.

Zu den Kreisen, die eine Annäherung an die UdSSR propagierten, zählten neben der Linken (Sozialisten wie Kommunisten) auch Vertreter der Exportindustrie, deren Interesse an ökonomischen Beziehungen zur Sowjetunion schon Tradition hatte. Diesen Gruppen schlossen sich nun auch breite Segmente des um seine Zukunft in der Nachkriegszeit besorgten Bürgertums an.

Die von wirtschaftlichen Überlegungen sowie von Fragen der internationalen Politik geleiteten Interessengruppen verbreiteten ein revidiertes und beschönigtes Bild des sowjetischen Staates. Fern davon, diesen wie zuvor als «Herd der Weltrevolution» zu brandmarken oder als autoritären Staat anzuprangern (immerhin hatte sich die Sowjetunion mit «Säuberungen» und Gulag gravierende Verletzungen der elementaren Menschenrechte zuschulden kommen lassen), tendierte man dazu, zwischen der inneren Organisation des Staates einerseits, seiner imperialistischen Aussenpolitik andererseits zu differenzieren. Während ■ 109

man den innern Staatsaufbau akzeptierte, wenn nicht gar billigte, erwartete man, dass die westlichen Alliierten die expansionistischen Grossmachtansprüche der Sowjetunion in Schach halten würden.

Wiewohl diese Sichtweise 1943/44 in der Schweiz nicht vorherrschte, so tauchten doch verschiedene Facetten des neuen Bildes zumindest bei den zahlreichen Befürwortern einer Normalisierung der Beziehungen zu Moskau auf, und sie sind sowohl in breiten Bevölkerungskreisen als auch im Umfeld der Macht zu finden.

Trotz der neuen Sicht auf die Sowjetunion blieben auch in den Jahren 1943/44 andere Aspekte weiterhin prägend für die Beziehung der Schweiz zu der UdSSR: an erster Stelle ein mehr oder weniger latenter Rassismus gegenüber den Osteuropäern. In der Innenpolitik hielt man zudem beharrlich am Antikommunismus und Antisozialismus fest, nicht zuletzt um die politischen und sozialen Forderungen der Linken zu diskreditieren.

(Übersetzung: Regula Ludi)